

Paris, le 9 mai 2018

## **Un programme national d'intelligence économique européenne**

Objectif : Défendre et valoriser notre économie en obtenant des succès économiques rapides dans le marché intérieur.

Contexte : L'hostilité des Français contre l'Union européenne (UE) est grandissante. Ils ont majoritairement le sentiment que l'UE travaille contre eux (délocalisations, entreprises rachetées par des étrangers, incompréhension de la dimension compétitive...).

Depuis le 1er juillet 1987, le marché intérieur a développé une concurrence frénétique entre opérateurs économiques européens, rendant l'UE plus compétitive entre européens que collaborative face à des tiers.

En France, nous avons voulu expliquer et valoriser un projet européen pacifique auprès des Français sans travailler avec efficacité un projet économique français en Europe (et cela tant au niveau de l'Etat et des territoires qu'à celui des entreprises).

À l'inverse, les Allemands ont collectivement développé leur économie en utilisant toutes les armes offertes par les règles d'un marché intérieur européen achevé (Directives, normes, financements européens...) d'où le succès de leur commerce extérieur obtenu en appauvrissant les autres Etats membres, certains alors réduits à l'endettement dans un cadre macro-économique inadapté pour eux.

En 2017, 50 % du déficit commercial français provient du marché intérieur européen (source : Douane française). 25% du déficit - 17 milliards d'euros - est lié à nos échanges avec l'Allemagne qui, 1er investisseur en France, pratique une forme de « LBO d'Etat » en achetant notre économie avec l'excédent commercial obtenu chez nous.

Ainsi, nous finançons une partie de l'excédent budgétaire allemand quand cette situation est la cause du sous-financement de nos entreprises mais également des tensions dans les budgets de la santé, l'éducation ou la défense / sécurité en France.

Pourtant, cet excédent commercial outre-Rhin viole les dispositions des traités européens, exposant l'Allemagne à une procédure pouvant être introduite par la Commission européenne. Cette dernière a menacé mais s'abstient d'agir.

Rechercher des responsabilités dans le chef de l'UE ou même de nos voisins est parfois nécessaire mais souvent invalidant. Les solutions passent d'abord par nous-mêmes, notre capacité à nous adapter. La France en a les moyens afin de réduire cette « fracture européenne » tant aux niveaux des entreprises que de l'Etat et des collectivités territoriales.

Initiative : Sans rompre avec la vision française de réorientation des politiques européennes, il est possible d'obtenir des succès économiques rapides en mettant en place un plan national d'intelligence économique appliqué au marché intérieur européen.

En associant :

- Des actions de veille ciblées (concurrents, marchés, technologies, management, flux d'informations...);
- Des optimisations rendues possibles par les directives, normes, et programmes européens en lien avec nos intérêts économiques. La législation du marché intérieur élimine des concurrents et développe des modèles économiques ;
- Des financements ciblés et adaptés. En l'espèce, il est urgent d'utiliser les fonds européens dont l'objectif est d'aider nos territoires et leurs acteurs économiques et sociaux à atteindre les stratégies du marché intérieur. Des milliards d'euros sont à saisir.

Un programme national d'IE :

Il est envisageable de développer rapidement - et à un coût presque nul pour le budget de l'Etat et des territoires - des succès pour des entreprises et/ou technologies porteuses.

Cela nécessite - d'identifier les entreprises et les technologies, les porteurs de projets ; - de réaliser une brève formation/coaching ; - et de les accompagner en travaillant de concert « public et privé » avec les acteurs de l'influence française (législation et financements européens).

Une coordination des services de l'État par une impulsion et un suivi au plus haut niveau serait utile. De même, la mise en place de « war-room » par filière, voire entreprise, comme dans les pays anglo-saxons, devient une nécessité afin de mettre en œuvre une action stratégique opérationnelle.

Avec un programme d'IE, nous pourrions également générer un changement de culture progressif en France et cela dans le but de développer des collaborations pro-actives entre les différents acteurs économiques et sociaux du pays. Mobiliser notre puissance au service du vouloir gagner ensemble.

Nicolas Ravailhe